

Appel à communications

Journées d'études

Who cares ? Temps sociaux, vieillesse et politiques publiques

Co-organisées par le RT7 et le RT48 de l'Association Française de Sociologie

*

Cette manifestation est soutenue par : l'AFS (Association Française de Sociologie), l'ANR COMPAC (Approches comparées des politiques de l'autonomie), l'ILVV (Institut de la longévité, des vieillesse et du vieillissement) et le CSO (Centre de sociologie des organisations, Sciences Po)

*

Face à la diminution de la natalité et à l'augmentation de l'espérance de vie, le vieillissement de la population constitue, depuis plusieurs années, un enjeu majeur pour les pays du Nord, mais aussi du Sud. Dans les pays membres de l'OCDE, le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus ne cesse de croître, passant d'environ 123,9 millions en 1990 à 250,5 millions en 2023. Ainsi, les systèmes de protection sociale sont de plus en plus confrontés aux enjeux relatifs à l'accompagnement du grand âge (Ledoux, Shire et van Hooren, 2021). En particulier, la perte d'autonomie conduit les pouvoirs publics à développer un vaste secteur d'intervention relatif à l'accompagnement de la vieillesse et du vieillissement. Selon les pays, ces actions renvoient à des conceptions différentes de l'avancée en âge, des logiques de prévention et de compensation de la perte d'autonomie. Elles se traduisent par des modes différenciés d'accès aux droits, de gouvernance, de financement, d'éligibilité et de définition des prestations. Elles engagent aussi différemment les ressources financières, familiales et relationnelles dont disposent les personnes âgées et leurs proches, ainsi que des conceptions plurielles du rôle et de la place des familles à travers différentes approches du *care* et de la dépendance (Kraus *et al.*, 2010 ; Saraceno, Keck, 2010 ; Martin, 2012 ; Pavolini, 2022).

Cet appel à communication souhaite traiter de ces dynamiques aux échelles macro, méso et micro. Au carrefour des approches mobilisées par le **RT7 « Vieillesse, vieillissement et parcours de vie »** et le **RT48 « Articulation des temps sociaux »** de l'**Association Française de Sociologie (AFS)**, l'objectif est de saisir les variations nationales et internationales dans la construction et le déploiement des politiques de la vieillesse et du vieillissement, d'interroger leurs déclinaisons territoriales et d'analyser leurs conséquences auprès des personnes bénéficiaires et de leurs proches. Dans cette optique, il s'agira d'appréhender les logiques institutionnelles et/ou expérientielles dans lesquelles s'intègrent ces mesures, en questionnant d'un point de vue critique leurs référentiels et les rapports sociaux (d'âge, de genre, de classe, de « race », et territoriaux) dans lesquels ils s'inscrivent. Les propositions devront s'inscrire dans au moins l'un des trois axes de réflexion privilégiés par cet appel à communication et s'appuieront sur l'exploitation d'un matériau empirique (littérature grise, enquêtes de terrain et/ou données quantitatives). Les travaux mobilisant une démarche comparative (entre pays, entre territoires) seront particulièrement appréciés.

1. Âges de la vie et engagements sociaux

Cet axe propose d'interroger les engagements sociaux dans l'avancée en âge, en mettant en lumière la diversité des rôles sociaux, des temporalités et des formes de participation qui l'accompagnent. Il s'agit de dépasser une approche homogénéisante ou déficitaire de la vieillesse pour analyser les expériences différenciées des personnes âgées (Caradec, 2004), inscrites dans des trajectoires sociales, économiques, professionnelles et familiales inégales et plurielles.

Dans cette perspective, les engagements sociaux dans l'avancée en âge ne sauraient être pensés à distance des enjeux de *care*. La vieillesse peut certes correspondre à des situations de réception de l'aide ou de perte d'autonomie, mais elle peut aussi donner lieu à des formes renouvelées de disponibilité pour autrui, de soutien familial, de participation associative ou de prise en charge de proches. Les personnes âgées peuvent ainsi être bénéficiaires de *care* autant que pourvoyeuses de soins, ce qui invite à interroger les frontières entre vieillesse, dépendance, autonomie et engagement.

Les communications pourront notamment explorer les définitions politiques et sociales de la vieillesse et leurs évolutions, en questionnant, par exemple, les référentiels du vieillissement actif et du « bien vieillir », en interrogeant les normes d'engagement qu'ils véhiculent. Si ces cadres contribuent à redéfinir les rôles attendus des personnes âgées (bénévolat, participation citoyenne, soutien familial ou intergénérationnel notamment), ils contribuent aussi à produire de nouvelles injonctions à l'activité et à l'autonomie (Voléry, 2013). Ces normes peuvent alors entrer en tension avec les capacités effectives des individus, mais aussi avec les obligations familiales ou de *care* qui pèsent déjà sur certaines personnes âgées. Une attention particulière pourra ainsi être portée aux écarts entre ces prescriptions et les pratiques effectives des individus, ainsi qu'aux inégalités sociales, genrées et territoriales qui traversent ces engagements.

La transition vers la retraite constitue également un moment clé de recomposition des temps sociaux, marqué par la fin du temps professionnel et la reconfiguration du temps libre. Cependant, loin d'être uniformément libéré, le temps de la retraite peut être contraint par des obligations de différentes natures, notamment familiales et de *care*, ou par des ressources économiques et de santé inégales. Les propositions pourront analyser les conditions sociales du passage à la retraite, les formes de préparation et d'anticipation de cette transition et les apprentissages temporels qu'elle implique, ainsi que les fortes inégalités qui structurent l'accès au temps disponible et aux possibilités d'engagement.

Enfin, cet axe invite à questionner la place des liens intergénérationnels, en particulier à travers le sujet de la grand-parentalité (Kushtanina, 2021), mais aussi à partir d'autres formes de solidarité familiale dans le grand âge. Une attention pourra notamment être portée aux personnes retraitées ou âgées qui prennent soin de parents très âgés, parfois nonagénaires ou centenaires. Ces situations de soutien et d'aide interrogent la continuité des obligations familiales au-delà des âges traditionnellement associés à la prise en charge. Elles peuvent également entrer en tension avec les modèles dominants du « bien vieillir » promus par les politiques publiques, et ouvrent la voie à une réflexion sur les marges de manœuvre dont disposent les personnes âgées pour définir leurs propres formes d'engagement et leurs temporalités de vie.

2. Prise en charge du *care* : parcours, expériences et supports au prisme des variations sociales

Ce deuxième axe entend aborder la vieillesse et le vieillissement à partir de la proche aidance, en s'intéressant aux parcours, pratiques, expériences et ressources des personnes aidantes, et en essayant de rendre compte des variations (de genre, de classe, d'âge, ethnoraciales) qui les caractérisent. Il s'agit ainsi de rompre avec une vision unique et uniforme du *care*, opposant, entre autres, aidant·es « actifs » et personnes âgées « aidées », pour analyser des configurations où vieillesse et aidance peuvent se superposer.

Les communications pourront d'abord interroger les logiques d'engagement dans l'aidance. Dans cette lignée, l'étude sous un angle nouveau des mécanismes sociaux et familiaux à l'œuvre dans l'investissement en tant que proche aidant·e sera la bienvenue. De même, les réflexions pourront porter sur les ressorts de l'implication dans les soins d'un·e proche par des personnes extérieures à la parenté (voisin·es et ami·es par exemple), en donnant ainsi à voir des figures parfois anciennes, mais inégalement reconnues de l'aidance. Si ces formes demeurent statistiquement moins fréquentes que l'aide apportée par les membres de la famille, elles n'en constituent pas moins un observatoire pertinent des transformations contemporaines de la sphère familiale, des solidarités de proximité et des frontières du *care*. Une attention particulière pourra aussi être portée aux situations dans lesquelles l'aidance s'inscrit dans l'avancée en âge du·de la pourvoyeur·euse de soins, notamment lorsque celui-ci ou celle-ci est retraité·e et/ou confronté·e à ses propres fragilités. Cette orientation réflexive invite, plus largement, à questionner les processus de socialisation et d'apprentissage qui interviennent dans la « carrière d'aidant·e » (Bihan-Youinou, Martin, 2006 ; Campéon *et al.*, 2012), en contribuant ainsi à dénaturer les rôles et pratiques afférents.

Outre une approche en termes de parcours, l'engagement dans les soins informels peut être saisi dans ses dimensions pratiques et expérientielles. Si des difficultés communes peuvent être vécues par les individus qui articulent emploi et *care* familial (manque de temps pour soi, fatigue, etc.) (Campéon, Le Bihan-Youinou, 2013), des expériences contrastées (selon la proximité géographique et/ou relationnelle, l'état de santé, entre autres) sont tout de même observables. Les propositions pourront prolonger ces réflexions en interrogeant les variations des vécus des proches aidant·es à partir de leurs différents cas de figure : jeunes aidant·es, aidant·es en emploi, retraité·es aidant·es, etc. Dans cette lignée, l'exploration des variations sociales du rapport au rôle et au temps de *care* sera appréciée : variations selon le genre, la classe sociale, l'âge, la position dans la parenté, la trajectoire professionnelle, l'origine migratoire ou les formes de racialisation. Les communications pourront notamment interroger les inégalités d'emploi du temps parmi les aidant·es, ainsi que les manières différenciées de composer avec les contraintes professionnelles, familiales, administratives ou résidentielles.

Enfin, cet axe ambitionne d'appréhender l'économie du *care* dans laquelle évoluent les pourvoyeur·euses informel·les de soins et son débordement sur les sphères publique et marchande. Ce faisant, le regard sera porté aux différents services et mesures développés à l'égard des proches aidant·es. Bien que depuis quelques années, on assiste en France (mais aussi ailleurs) au développement des politiques de soutien aux aidant·es (congrés ; *cash-for-care* ; services de répit, de formation, de conseil) (Wieczorek *et al.*, 2021), le recours à ces dispositifs n'est guère répandu. Les communications pourront alors saisir le rapport des personnes aidant·es à ces différents instruments et leur réception. De même, en fonction des pays, les pourvoyeur·euses informel·les de soins ont plus ou moins de possibilités de déléguer à des services rémunérés (aides à domicile, établissements résidentiels, etc.) des pans du travail de *care* qui leur incombe. Or, l'appel à ces supports extérieurs ne va pas de soi et implique, au contraire, un certain nombre de ressources et de dispositions sociales (Gaboriau, Meuret-

Campfort, 2025). Également, les travaux montrent qu'en cas d'externalisation, les aidant·es restent très engagé·es dans l'aide (Da Roit, Le Bihan, 2009) : moins dans les tâches matérielles concrètes que dans la coordination et management des différents acteurs. Les propositions sont invitées à renouveler l'étude de ces enjeux, en questionnant, par exemple, l'influence des rapports sociaux de « race » dans la pratique de l'externalisation ou encore les dimensions temporelles du « *care management* » (orchestration des disponibilités, tensions entre temporalités des interventions et temps de vie de l'aidant·e).

Dans le prolongement de ces enjeux d'externalisation et de coordination, les propositions pourront également interroger les configurations transnationales du *care*. Celles-ci concernent aussi bien les personnes âgées qui vieillissent ou prennent leur retraite à l'étranger (Repetti, Bolzman, 2020) que les travailleuses et travailleurs migrant·es qui prennent en charge des personnes âgées dans les pays du Nord. Ces circulations invitent à penser ensemble les politiques migratoires, les arrangements familiaux à distance et les formes mondialisées de l'externalisation du *care*. Elles permettent également de questionner les effets du vieillissement sur les appartenances familiales, nationales et territoriales.

3. Configurations nationales et locales des politiques d'accompagnement de la vieillesse et du vieillissement

Ce troisième axe propose d'analyser les configurations des politiques d'accompagnement de la vieillesse et du vieillissement aux échelles nationale et locale, en portant une attention particulière à leurs effets sociaux, temporels et territoriaux.

Dans une perspective de sociologie politique, il s'agira d'interroger la genèse, la structuration et les transformations des politiques publiques relatives à la vieillesse et aux vieillissements (en France et/ou dans d'autres contextes nationaux) (Giraud, Rebours, 2025). Les communications pourront, par exemple, porter sur les référentiels d'action publique, les catégories mobilisées pour définir les publics et les besoins, les entrepreneurs de cause ainsi que sur les controverses et débats spécifiques ayant accompagné la structuration de ce champ d'intervention. Une attention pourra être portée aux politiques explicitement dédiées à la vieillesse, à la perte d'autonomie ou aux proches aidant·es, mais aussi à celles qui, sans être spécifiquement gérontologiques, contribuent à reconfigurer les conditions sociales du vieillissement et du *care*. Les réformes des retraites, les politiques d'emploi, de logement, de mobilité, de santé, de bénévolat, d'aménagement urbain ainsi que les démarches de type « villes amies des aînés » (Viriot-Durandal, Scheider, 2016) peuvent ainsi avoir des effets directs ou indirects sur les configurations nationales et locales de l'accompagnement des individus. À ce titre, les communications pourront interroger la manière dont certaines politiques sociales affectent la disponibilité des proches aidant·es. Les transformations des systèmes de retraite, par exemple, peuvent modifier les temporalités de sortie de l'emploi, les ressources économiques des individus et la disponibilité différenciée des femmes et des hommes pour assurer une aide familiale. De telles évolutions invitent à analyser les politiques de la vieillesse au-delà de leurs seuls dispositifs sectoriels, en les replaçant dans l'ensemble des politiques qui composent et organisent les parcours de vie.

Dans un second temps, cet axe invite à analyser les déclinaisons territoriales et organisationnelles de ces politiques. En Europe, par exemple, les politiques de la vieillesse et du vieillissement sont traversées par une tendance à la décentralisation et à la territorialisation, selon des configurations très variables d'un pays à l'autre (Kazepov, 2010). Des réflexions sur les variations internationales du phénomène de décentralisation, ses enjeux en matière d'inégalités, les formes d'organisation locales mises en œuvre ou encore ses retombées sur les

stratégies familiales de soins à travers le territoire seront les bienvenues. Les entrées thématiques possibles sont diverses, à savoir l'action publique en faveur des personnes âgées, des aidant·es aussi bien que celle concernant les professionnel·les appelé·es à intervenir auprès de ces populations. Les propositions pourront également interroger le rôle des entreprises dans l'accompagnement des personnes âgées dépendantes et/ou des aidant·es, en s'intéressant, parmi d'autres, aux dispositifs mis en place par les organisations ou aux discours et pratiques des employeurs.

Une dernière orientation envisagée par cet axe porte sur la démarche comparative. Ce faisant, elle invite à réfléchir sur la manière de mener des comparaisons, en particulier internationales, dans le domaine des politiques d'accompagnement de la vieillesse et du vieillissement. Ainsi, à partir de données variées (quantitatives, qualitatives et/ou administratives), les communications pourront proposer des typologies originales dans ce domaine (des politiques de l'aide, des politiques de soins de longue durée, etc.) ou des éléments de réflexions concernant la portée et les limites des démarches comparatives.

Modalités de soumission et organisation

Les propositions devront être transmises le 2 octobre 2026 au plus tard par mail aux adresses suivantes : sebastian.pizarroe@gmail.com et manon.labarchede@cnrs.fr. Elles présenteront l'objet et la problématique de recherche, la méthodologie et les principaux résultats (**1 page maximum**). Les propositions seront évaluées en double aveugle par les membres du comité scientifique. Un retour sera fait aux auteur·ices dans le courant du mois de décembre 2026.

L'évènement se tiendra à Bordeaux les 15 et 16 février 2027.

La manifestation envisagée vise prioritairement un public de chercheuses, chercheurs, mais aussi d'acteurs non académiques intéressés par les enjeux de la vieillesse et du vieillissement.

Membres du comité d'organisation

Lamia Bouadi

Jeanne Ganault

Manon Labarchède

Lucas Lam

Laëtitia Ngatcha-Ribert

Alexandra Piesen

Sebastián Pizarro Erazo

Nicole Teke-Laurent

Membres du comité scientifique

Aline Chamahian

Blandine Destremau

Veronika Kushtanina

Thibault Moulaert

Anne-Bérénice Simzac

Martin Sarzier

Abdia Touahria-Gaillard

Références bibliographiques

- Campéon, A., Le Bihan-Youinou, B., & Martin, C. (2012). La prise en charge des personnes âgées dépendantes en Europe : le vécu des aidants familiaux. *Vie sociale*, 4(4), 111-127. <https://doi.org/10.3917/vsoc.124.0111>
- Campéon, A., & Le Bihan-Youinou, B. (2013). Des travailleurs « sous pression » : logiques d'engagements et pratiques du *care* auprès de proches âgés en situation de dépendance. *Gérontologie et société*, 36(145), 103-117. <https://doi.org/10.3917/gs.145.0103>
- Caradec, V. (2004). *Vieillir après la retraite. Approche sociologique du vieillissement*. Paris : PUF.
- Da Roit, B., & Le Bihan, B. (2009). La prise en charge des personnes âgées dépendantes en France et en Italie. Familialisation ou défamilialisation du *care* ? *Lien social et Politiques*, (62), 41-55. <https://doi.org/10.7202/039313ar>
- Gaboriau, M., & Meuret-Campfort, E. (2025). « Mieux qu'une fille ? » : reconfigurations familiales lors de l'emploi d'aides à domicile auprès de personnes âgées en perte d'autonomie. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 260(5), 22-41. <https://doi.org/10.3917/arss.260.0022>
- Giraud, O., & Rebourg, M. (2025). L'autonomie entre discours hégémonique et action publique : les débats à l'Assemblée nationale sur l'allocation personnalisée d'autonomie en 2001. *Revue des politiques sociales et familiales*, 155(3), 85-101. <https://doi.org/10.3917/rpsf.155.0085>
- Kazepov, Y. (Ed.). (2010). *Rescaling social policies towards multilevel governance in Europe: Social assistance, activation and care for older people*. Farnham, UK: Ashgate.
- Kraus, M., Riedel, M., Mot, E., Willemé, P., Röhring, G., & Czypionka, T. (2010). *A typology of long-term care systems in Europe*. ENEPRI Research Report No. 91.
- Kushtanina, V. (2021). *Grands-parents et petits-enfants à travers les âges de la vie. Une enquête comparative en sociologie des parcours de vie (France-Russie)*. Paris: L'Harmattan.
- Le Bihan-Youinou, B., & Martin, C. (2006). Travailler et prendre soin d'un parent âgé dépendant. *Travail, genre et sociétés*, 16(2), 77-96. <https://doi.org/10.3917/tgs.016.0077>
- Ledoux, C., Shire, K., & van Hooren, F. (Eds.). (2021). *The dynamics of welfare markets: Private pensions and domestic/care services in Europe*. Cham: Palgrave Macmillan.
- Martin, C. (dir.). (2012). *La dépendance des personnes âgées. Quelles politiques en Europe ?* Rennes : Presses de l'EHESP.

- Pavolini, E. (2022). *Long-term care social protection models in the EU*. Luxembourg: Publications Office of the European Union. <https://data.europa.eu/doi/10.2767/5178>
- Repetti, M., & Bolzman, C. (2020). Ageing abroad. The case of Swiss nationals in Morocco and Spain. *Swiss Journal of Sociology*, 46(2), 199-217. <https://doi.org/10.2478/sjs-2020-0011>
- Saraceno, C., & Keck, W. (2010). Can we identify intergenerational policy regimes in Europe? *European Societies*, 12(5), 675-696. <https://doi.org/10.1080/14616696.2010.483006>
- Viriot-Durandal, J. & Scheider, M. (2016). « La démarche Villes et communautés amies des aînés. Quand vieillir devient un enjeu international pour les sociétés contemporaines ». *Vie sociale*, 16(4), 177-194. <https://doi.org/10.3917/vsoc.164.0177>
- Voléry, I. (2013). Quand les normes d'avancée en âge amplifient les oppressions de sexe « bien-vieillir-chez-soi » en zone péri-urbanisée. *Gérontologie et société*, 36(146), 89-103. <https://doi.org/10.3917/gs.146.0089>.
- Wieczorek, E., Evers, S., Kocot, E., Sowada, C., & Pavlova, M. (2022). Assessing policy challenges and strategies supporting informal caregivers in the European Union. *Journal of Aging & Social Policy*, 34(1), 145–160. <https://doi.org/10.1080/08959420.2021.1935144>